



# Le Petit Juriste *de Saint-Barth*

Par ME CELINE CARSLADE, Avocate Fiscaliste à SAINT BARTH depuis 2008

FÉVRIER 2026

Anticiper les mutations juridiques et fiscales : votre guide mensuel pour naviguer les évolutions législatives et leurs impacts pratiques à Saint-Barthélemy et dans le monde.



Cabinet d'avocats Céline CARSLADE



## ACCUEIL

Le cabinet d'avocats St Barth – Céline CARSLADE répond à toutes demandes de par les compétences d...

# Au Sommaire

01

---

## Fiscalité des crypto-actifs

Comprendre le régime fiscal applicable aux investisseurs

03

---

## Immobilier de luxe

Nouvelles exigences de performance énergétique

05

---

## Télétravail international

Obligations sociales et fiscales transfrontalières

02

---

## Protection patrimoniale

Stratégies face à l'inflation et aux crises économiques

04

---

## IA et contrats

Identifier et prévenir les risques juridiques émergents

06

---

## Fun Law

Réseaux sociaux et droit du travail

# Crypto-actifs et fiscalité : ce que les investisseurs doivent savoir

## Contexte réglementaire

La fiscalité des crypto-actifs connaît une évolution rapide en France et dans les collectivités d'outre-mer. Les investisseurs doivent comprendre les obligations déclaratives et les taux d'imposition applicables pour optimiser leur stratégie fiscale tout en restant conformes.

Les transactions en cryptomonnaies, qu'il s'agisse de plus-values de cession ou de revenus issus du minage, sont désormais étroitement encadrées par l'administration fiscale.

## France métropolitaine

- Flat tax de 30% sur plus-values
- Abattement possible après 2 ans
- Déclaration annuelle obligatoire

## Saint-Barthélemy

- Régime fiscal dérogatoire
- Exonération sous conditions
- Surveillance renforcée des flux

# Comparaison des régimes fiscaux

Cette comparaison illustre les différences significatives entre le régime fiscal français classique et celui applicable à Saint-Barthélemy. Les résidents de l'île bénéficient d'avantages fiscaux notables, sous réserve de respecter les conditions de résidence et les obligations déclaratives spécifiques.

# Comment protéger son patrimoine face à l'inflation et aux crises ?

Dans un contexte économique marqué par l'inflation persistante et l'instabilité des marchés, la protection patrimoniale devient une priorité absolue pour les particuliers fortunés. Les outils juridiques traditionnels restent d'une efficacité redoutable lorsqu'ils sont correctement utilisés.



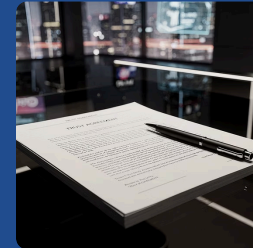
## L'assurance-vie optimisée

Contrat multi-supports permettant une diversification des actifs avec une fiscalité avantageuse après 8 ans. Protection du capital tout en conservant la liquidité nécessaire.



## Le démembrement de propriété

Séparation entre usufruit et nue-propriété permettant une transmission anticipée tout en conservant les revenus. Outil puissant de réduction des droits de succession.



## Les structures fiduciaires

Solutions de protection patrimoniale avancées adaptées aux situations internationales complexes. Confidentialité et flexibilité dans la gestion.

# Immobilier de luxe : nouvelles règles sur la performance énergétique

Le secteur de l'immobilier de prestige fait face à un durcissement des normes environnementales. Les propriétaires et investisseurs doivent anticiper ces obligations pour maintenir la valeur de leurs biens et éviter des sanctions.

## Checklist pour bailleurs et investisseurs

### Diagnostic de performance énergétique (DPE)

Réaliser un audit complet avant toute transaction. Les biens classés F et G seront progressivement interdits à la location.

### Travaux de rénovation énergétique

Planifier les investissements nécessaires : isolation, systèmes de climatisation performants, énergies renouvelables.

### Aides et subventions disponibles

Identifier les dispositifs de financement applicables, notamment pour les propriétés situées en zone climatique tropicale.

### Calendrier de mise en conformité

Respecter les échéances réglementaires : 2025 pour les DPE G, 2028 pour les F, 2034 pour les E.



❑ **À retenir :** Les villas de luxe à Saint-Barth doivent intégrer ces nouvelles normes dans leur valorisation. L'adaptation anticipée constitue un avantage concurrentiel majeur sur le marché locatif haut de gamme.



# Intelligence artificielle et contrats : quels risques juridiques ?

L'intégration croissante de l'intelligence artificielle dans les processus d'entreprise soulève des questions juridiques inédites. Les contrats traditionnels doivent évoluer pour encadrer ces technologies et protéger les parties prenantes.

## Responsabilité en cas de défaillance

Définir clairement qui assume la responsabilité lorsque l'IA prend une décision erronée : le développeur, l'utilisateur ou le fournisseur ? Prévoir des clauses de limitation de responsabilité calibrées.

## Protection des données personnelles

Assurer la conformité RGPD dans le traitement des données par l'IA. Documenter les flux de données et obtenir les consentements appropriés. Prévoir des audits réguliers.

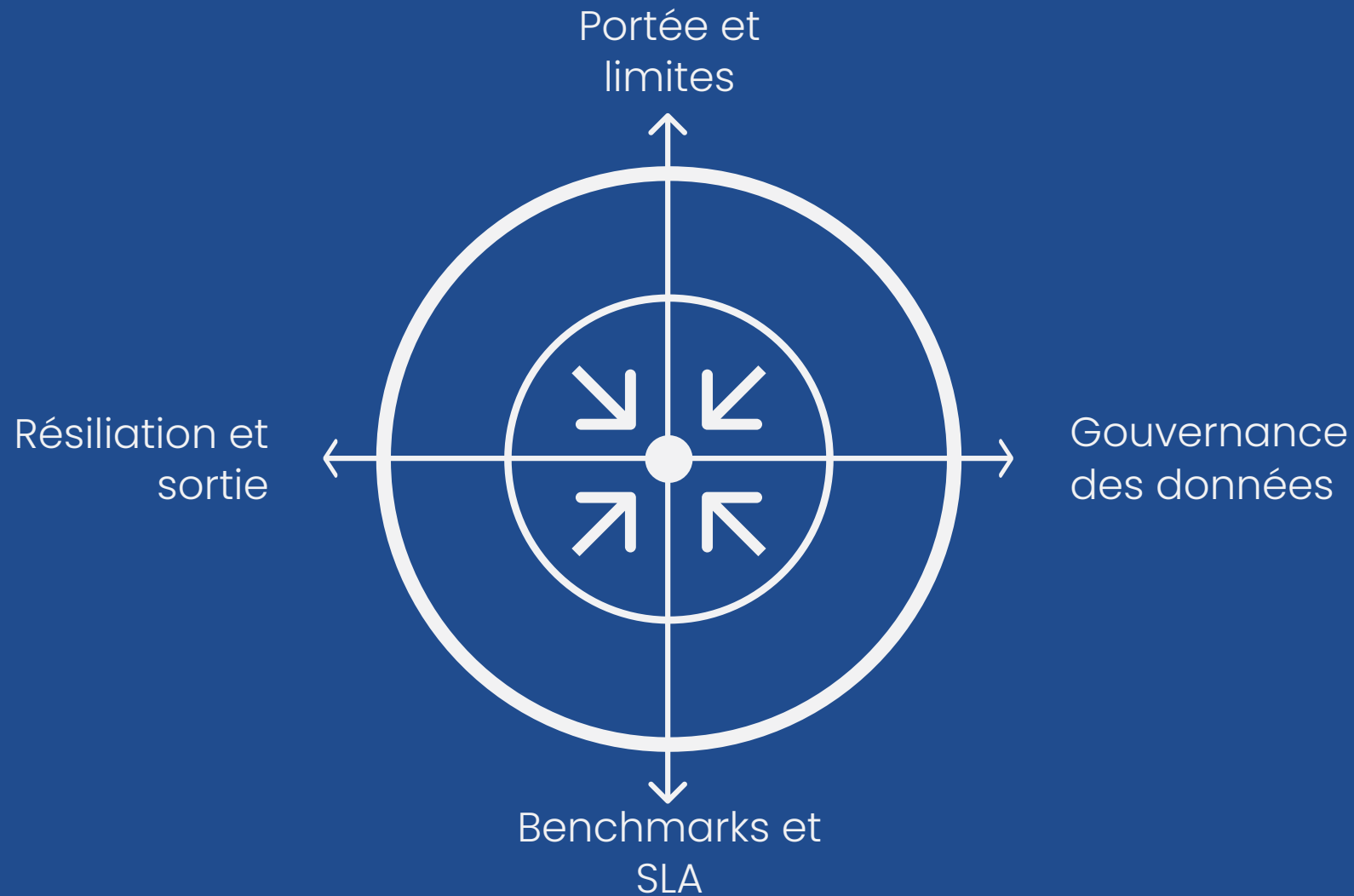
## Propriété intellectuelle des outputs

Clarifier dès le départ à qui appartiennent les créations générées par l'IA. Anticiper les litiges potentiels sur l'originalité et la paternité des œuvres produites.

## Transparence et explicabilité

Exiger du fournisseur d'IA une documentation sur le fonctionnement des algorithmes. Prévoir des mécanismes de contestation des décisions automatisées.

# Cas pratique : clauses contractuelles essentielles



Ces quatre piliers contractuels constituent le socle minimum pour encadrer l'utilisation de solutions d'intelligence artificielle en entreprise. Chaque clause doit être adaptée au contexte spécifique et régulièrement mise à jour face à l'évolution rapide de la réglementation.

# Télétravail international : obligations sociales et fiscales

Le développement du télétravail transfrontalier crée des zones grises juridiques complexes. Un salarié français travaillant depuis Saint-Barth pour une entreprise parisienne peut déclencher des obligations inattendues en matière de sécurité sociale et de fiscalité.

## Principaux risques identifiés

- Requalification en établissement stable pour l'employeur
- Double cotisation sociale (France + pays d'accueil)
- Imposition dans plusieurs juridictions fiscales
- Non-respect des règles de détachement
- Absence de couverture sociale appropriée

## Points de vigilance

### Durée du télétravail à l'étranger

Au-delà de 183 jours, le risque fiscal augmente significativement. Documenter précisément les périodes de présence.

### Conventions fiscales applicables

Vérifier l'existence et les dispositions des traités bilatéraux pour éviter la double imposition.

### Formalisme contractuel

Rédiger des avenants au contrat de travail spécifiant les modalités du télétravail international.

### Assurance et protection sociale

S'assurer de la continuité de la couverture santé et prévoyance à l'étranger.

# Peut-on licencier un salarié pour ses publications sur TikTok ?



## La liberté d'expression a ses limites

Un salarié reste libre de s'exprimer sur les réseaux sociaux, y compris TikTok. Toutefois, cette liberté n'est pas absolue : les publications ne doivent pas porter atteinte à l'employeur, être injurieuses ou révéler des informations confidentielles.



## Quand le licenciement devient légitime

La jurisprudence admet le licenciement lorsque les publications constituent un abus de la liberté d'expression : dénigrement public de l'entreprise, divulgation de secrets professionnels, ou tenue incompatible avec les fonctions exercées. Le contexte et l'audience sont déterminants.

📄 **Conseil pratique :** Les employeurs ont intérêt à établir une charte d'utilisation des réseaux sociaux claire, tout en respectant la vie privée des salariés. Les salariés doivent mesurer l'impact potentiel de leurs publications sur leur vie professionnelle.